

Haro sur Stéphane Moreau : Alda Greoli réclame sa tête

■ La probable nomination de Muriel Targnion (PS) à la tête de Publifin est-elle la goutte d'eau qui fait déborder le vase ?

Éclairage Stéphane Tassin

La Libre du 28 novembre évoquait la probable désignation prochaine de la bourgmestre de Verviers, Muriel Targnion (PS) comme présidente du conseil d'administration de Publifin. Une décision qui fait grincer quelques dents. Muriel Targnion est réputée proche de Stéphane Moreau, le CEO controversé de Nethys et l'un des architectes de la structure Publifin-Nethys. Précisons qu'elle devra quitter son mandat de députée pour prendre la présidence.

Mercredi matin, interrogée sur La Première et dans L'Écho à propos de Publifin, la ministre wallonne Alda Greoli (CDH) s'est montrée très offensive. *"Quand va-t-on enfin prendre conscience que le plus grand danger pour le projet social et économique de Publifin, c'est le fait qu'un homme comme Stéphane Moreau continue à instrumentaliser Publifin à des fins personnelles ? Pourquoi n'y a-t-il pas moyen d'en finir avec le contrat de travail de M. Moreau ?"*

Alda Greoli, qui est aussi cheffe de file du CDH à Liège, était jusque-là plutôt discrète sur ces questions. Rappelons que les Liégeois du CDH avaient participé, par le biais de Dominique Drion, à la mise en place de ces structures. De plus, le CDH est jusqu'à lundi – date de la mise en place des nouveaux conseils communaux – le partenaire du PS en Cité ardente. Une situation qui bloquait peut-être une cheffe de file que l'on ne peut soupçonner d'être impliquée dans l'affaire des comités de secteurs et dans la mise en place de la structure de Publifin.

Il y a quelques jours, le CDH avait annoncé qu'il ne souhaitait plus siéger au sein des instances de l'intercommunale et de plusieurs de ses filiales. Le signe annonciateur, avec le recul, de la position plus ferme défendue désormais par M^{me} Greoli. *"Tout le monde ne prend pas ses responsabilités dans ce dossier. Si Stéphane Moreau est à ce point indispensable aux yeux de certains, c'est qu'il a organisé le système pour l'être."* Sans les nommer, elle reproche à ses homologues liégeois, Jean-Claude Marcourt pour le PS et Daniel Bacquelaine pour le MR, de ne pas bouger

sur la question du licenciement de Stéphane Moreau.

Jusqu'ici au CDH, sur le départ de Stéphane Moreau, on entendait presque toujours une seule et même personne, le député wallon Dimitri Fourny. Il faut dire qu'en tant qu'ancien membre de la commission d'enquête Publifin, un revirement de sa part aurait surpris.

Muriel Targnion et la commission

Si on part du principe que la nomination de Muriel Targnion arrange bien le clan Moreau, on peut considérer que les fédérations MR et PS de Liège y sont pour quelque chose. Les deux partis sont repartis

pour six ans ensemble à la province. Muriel Targnion fait partie des élus qui ont sévèrement pris leurs distances avec les conclusions de la commission d'enquête. Notamment celle qui évoquait la mise à l'écart de tous ceux qui avaient eu un lien avec la création des comités de secteur. Mais aussi et surtout, celle qui demandait l'écartement du management de Nethys. Dans une interview donnée en novembre 2017 à nos confrères de L'Écho, la bourgmestre de Verviers précisait que la question du départ de Stéphane Moreau n'était pas prioritaire.

Du côté du cabinet de la ministre wallonne des Pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR), on préfère, pour l'heure, ne pas commenter la probable nomination de Muriel Targnion. On précise quand même qu'une telle décision devra être soumise à sa tutelle.

Depuis l'éclatement de l'affaire des comités de secteur, ils furent nombreux à réclamer la tête de Moreau. Une grande partie des députés qui siégeaient comme commissaires au sein de la commission d'enquête (Fourny, Hazée, Prévot, etc.), des présidents de parti (Di Rupo, Chastel, Lutgen, etc.) ou encore la ministre De Bue. Avec l'annonce d'une procédure Renault aux Éditions de l'Avenir (qui dépendent de Nethys), la question du maintien de Stéphane Moreau est revenue sur la table. Une chose semble claire, par contre. En cas de licenciement du CEO et des autres managés épinglés, la note sera salée.

"Pourquoi n'y a-t-il pas moyen d'en finir avec le contrat de travail de M. Moreau?"

Alda Greoli (CDH)
Vice-présidente du gouvernement wallon.